

Wolf BERTRAM

LA GUERRE CIVILE EN AUTRICHE

PRIX
1 FRANC

ÉDITIONS LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, Rue de Sambre-et-Meuse, PARIS-X^e
FAITS ET DOCUMENTS N° 12

A L'AIDE DES COMMUNARDS AUTRICHIENS !

Depuis deux mois, la terreur sévit en Autriche. La dictature militaire de Dollfuss et de Fey a détruit toutes les organisations de la classe ouvrière. Mais les bourreaux n'ont pas réussi à anéantir l'esprit de lutte révolutionnaire de l'avant-garde du prolétariat. A Vienne, dans chaque ville autrichienne, les prolétaires révolutionnaires travaillent, dans l'illégalité, à la reconstruction du mouvement ouvrier.

La situation des prisonniers et de leur famille comme celle des ouvriers révolutionnaires connus sont très difficiles. Les socialistes révolutionnaires surtout, ceux qui se dressent contre le réformisme et ceux qui gardent un esprit critique en face de la politique du parti communiste, sont, soit comme prisonniers soit comme militants illégaux, dans une situation lamentable. Ni le Secours Rouge ni aucune autre organisation d'aide ne s'occupent d'eux.

C'est pourquoi nous adressons un appel pressant à tous les révolutionnaires conscients de France pour que leur solidarité agissante soutienne nos camarades autrichiens dans leur dur et dangereux travail.

Pour le Comité d'Aide :

AGA, M. BODY, M. COLLINET, J. COISEUR,
M. FOURRIER, HÉLÈNE, S. KAHN, D. LEVINE,
P. RIMBERT, M. et J. RUSTICO, M.
et A. ROSMER.

Adresser les souscriptions à Mme Simone KAHN, 11, rue de Dantzig, Paris-XIV^e.

La Guerre Civile en Autriche

LE PROLETARIAT AUTRICHIEN MONTRE LA VOIE.

Durant un an, la victoire sans lutte du fascisme allemand a pesé lourdement sur le prolétariat international. Pour beaucoup, le crépuscule du mouvement ouvrier semblait arrivé. Certains, découragés, commençaient à douter que le prolétariat soit capable d'accomplir sa mission historique : le triomphe révolutionnaire sur la société bourgeoise épuisée, et la réalisation du socialisme. La panique s'emparait d'une partie des intellectuels socialistes. Le doute et le pessimisme se déguisaient sous de nouvelles théories, comme le « néo-socialisme », la recherche d'idées nouvelles, de formes nouvelles, et enfin de « nouvelles couches sociales », qui se chargeraient de la mission historique du prolétariat.

C'est alors que, entouré à l'extérieur de puissants Etats réactionnaires, à l'intérieur, de deux courants contre-révolutionnaires, le prolétariat autrichien se souleva. Sans direction révolutionnaire, abandonnés à eux-mêmes, les ouvriers de Vienne et de Graz, de Linz et de Steyr, de Kapfenberg et de Bruck-an-der-Mur prirent les armes et se soulevèrent jusque dans les villages les plus perdus des montagnes, à Wörgel comme à Ebensee, pour défendre au prix de leur vie les derniers restes de leurs libertés.

Il semblait à bien des révolutionnaires que le prolétariat international, après la catastrophe allemande, ne se trouvait plus placé devant l'alternative « capitalisme ou socialisme », mais « démocratie ou fascisme ». Le soulèvement de février à Vienne a répondu : il a montré que le prolétariat est irrémisiblement condamné à la défaite, s'il essaye de sauver, à l'aide de moyens révolutionnaires, la croulante démocratie bourgeoise.

Le soulèvement du prolétariat autrichien n'est pas la dernière manifestation de la grande vague révolutionnaire qu'inaugura la Révolution russe ; il marque le début d'un nouvel essor révolutionnaire en Europe : la fin de la période de dépression introduite par la victoire d'Hitler. Le prolétariat international, et avant tout son aile réformiste, qui a été profondément troublé par la crise et l'écroulement de la démocratie bourgeoise, trouvera dans les événements d'Autriche les enseignements les plus importants pour ses propres luttes.

LA REVOLUTION DE NOVEMBRE ET L'AUSTRO-MARXISME.

La crise autrichienne est aussi vieille que la République autrichienne. Il est inutile de montrer ici à quelle incapacité de vivre le traité de Saint-Germain avait condamné l'Autriche. Elle est devenue proverbiale. C'est là, en ce point décisif, au cœur de l'Europe continentale, qu'apparut le plus clairement l'absurdité du traité de paix de 1919. Un grand centre industriel — une ville de deux millions d'habitants avec un réseau administratif, un système bancaire et commercial adapté à un Etat de 50 millions d'habitants — après l'écroulement de l'empire austro-hongrois, restait isolé. La ville européenne de Vienne, avec quelques régions montagneuses, pour la plupart très pauvres et arriérées, voilà la République d'Autriche, telle que la créa le traité de paix.

Son inaptitude à vivre était encore accrue par la prédominance intacte des survivances féodales auxquelles la République n'osa pas toucher. Quand le premier choc de la révolution prolétarienne de 1918 porta au pouvoir la social-démocratie, le premier geste de celle-ci fut de former une coalition avec le parti chrétien-social réactionnaire, le parti du clergé, des gros propriétaires fonciers et de la bourgeoisie — le même parti auquel appartient l'actuel gouvernement de Dollfuss.

Prisonnière de cette coalition, la social-démocratie autrichienne n'osa toucher ni aux biens fonciers de l'aristocratie, ni aux puissantes propriétés de l'Eglise catholique (les seules propriétés de l'Eglise en terrains, maisons, fabriques, et autres richesses atteignent plus d'un milliard de francs-or).

Si la social-démocratie autrichienne n'avait été qu'un parti révolutionnaire jacobin, elle aurait eu en 1918/1919 la possibilité, en liquidant les vestiges féodaux, de saper les bases de la contre-révolution dans les villages, et de forger sur les terres des seigneurs et de l'Eglise une payannerie républicaine convaincue que sa nouvelle situation est étroitement liée aux réformes sociales que le prolétariat a conquises par la Révolution.

La social-démocratie autrichienne n'a pas pris cette voie. Plus encore que la contre-révolution de la féodalité et du gros capital, elle craignait le soulèvement révolutionnaire et social du prolétariat. Elle savait trop bien que toute tentative de changer les rapports de propriété existants, même les féodaux, devait engendrer une révolution du prolétariat, devait conduire à une lutte révolutionnaire contre les partis conservateurs, et par là à une crise révolutionnaire.

Elle recula devant cette éventualité. Elle n'osa même pas démocratiser l'appareil d'Etat hérité de la monarchie, ni prononcer la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Ce caractère conservateur, même au sens démocratique, de la social-démocratie autrichienne rend d'autant plus étonnant le fait qu'elle réussit à garder sous sa direction la presque totalité du prolétariat conscient. On a essayé d'expliquer ce fait singulier par la phraséologie révolutionnaire de l'austro-marxisme. C'est confondre l'effet avec la cause. L'austro-marxisme n'a pas gardé les masses parce qu'il parlait un langage « révolutionnaire », mais il parlait ainsi pour ne pas les perdre. C'est ce que fit également le Parti Indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.) jusqu'en 1920. Mais lorsque ce langage ne suffit plus, et que, au Congrès de Halle, en 1920, la majorité de ses membres passa au Parti communiste, son langage révolutionnaire cessa vite, et il rejoignit le Parti socialiste en 1922.

En Allemagne, en Tchécoslovaquie, au début même en Hongrie, en Yougoslavie, en Italie, dans tous les pays enfin limitrophes de l'Autriche, l'avant-garde, et même parfois la majorité (Tchécoslovaquie) du prolétariat se rallia en 1919/1920 à la Troisième Internationale. Le prolétariat autrichien seul fit exception. Comment expliquer ce phénomène ?

Dans tous les pays voisins de l'Autriche — comme d'ailleurs dans presque tous les autres — les partis de la Troisième Internationale se formèrent avec les fractions les

plus avancées du mouvement ouvrier socialiste, avec leurs ailes gauches. Ce fut le contraire en Autriche. Le Parti communiste n'y naquit pas d'une évolution en avant du mouvement ouvrier d'avant-guerre ; il fut créé artificiellement, à côté du mouvement ouvrier. Ses cadres furent, en 1918 et 1919, des prisonniers de guerre qui revenaient de Russie, où ils avaient été éveillés à la conscience politique par la Révolution, de jeunes intellectuels petits-bourgeois, antimilitaristes issus du mouvement de la jeunesse petite-bourgeoise d'avant-guerre et de la guerre, de quelques ouvriers peu cultivés politiquement, et de jeunes socialistes.

Avant même que ce jeune parti chaotique en fermentation ait pu prendre racine dans le prolétariat, il se lança, le 15 juin 1919, dans un soulèvement armé, aventureux et sans perspectives, qui s'écroula aussitôt que né, et n'apporta qu'un seul résultat : isoler immédiatement le jeune parti des masses ouvrières socialistes.

Ainsi, l'unité dans la social-démocratie ne fut pas un miracle de l'austro-marxisme, mais le résultat de « l'austro-communisme » qui, au cours des années qui suivirent, prit un caractère de secte de plus en plus accusé.

Tous les processus de différenciation dans le prolétariat socialiste, toutes les crises de la social-démocratie autrichienne, n'aboutirent pas à une scission, parce que, à côté d'elle se trouvait le Parti communiste autrichien qui jouait le rôle d'une mise en garde vivante, permanente, contre l'abandon du Parti socialiste. La crise de l'Internationale communiste durant ces dix dernières années ne fit que renforcer cette situation.

LA BANQUEROUTE DES ILLUSIONS DEMOCRATIQUES

Tous les pays qui accomplissent une révolution bourgeoise retardée ou inachevée dans la période de décroissance du capitalisme présentent un trait commun caractéristique : la bourgeoisie, habituée à l'hégémonie politique des classes féodales, présente tous les signes de la corruption et de la pourriture culturelles de ces couches féodales parasites : en même temps elle est incapable de se gouverner elle-même et de créer un grand parti bourgeois démocratique. La bourgeoisie allemande en est un exemple. Ce qui fut accompli de progressif dans l'Allemagne républicaine ne le fut pas par la bourgeoisie, mais par la pous-

sée prolétarienne, dans le domaine des réformes et des institutions politiques, comme de l'école et des institutions culturelles. La bourgeoisie allemande, même au printemps weimarien, n'a rien apporté d'autre qu'un patriotisme et un militarisme bruyants, vides et dépourvus d'idées, une pédagogie à coups de bâton, et une littérature sans sève et sans force. Devant la République qu'elle n'avait pas voulue, devant la démocratie qu'elle n'avait pas recherchée, la bourgeoisie allemande ne ressentit que du malaise. Elle ne voyait dans la République qu'une concession au prolétariat rebelle de 1918-19, et elle regrettait le temps des bastonnades politiques que Bismarck faisait jadis pleuvoir joyeusement sur son dos.

Et combien tout cela est-il plus vrai encore de la bourgeoisie autrichienne ! S'étant développée au sein de la pourriture féodale des Habsbourg, son ossature politique et morale était déjà brisée. Enfermée après la guerre dans un organisme politique et économique non viable, la bourgeoisie autrichienne vit son salut dans la prostitution politique. Sa politique extérieure était un mélange de mendicité et de chantage auprès du plus offrant. Sa politique économique se fondait sur trois facteurs : la spéculation financière, dont elle faisait endosser les pertes aux caisses de l'Etat ; les faillites commerciales dont les créanciers étrangers étaient les victimes ; et l'utilisation de son puissant appareil de commerce et de crédit pour piller les masses paysannes des pays qui en dépendaient (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, etc.).

Au milieu de cette corruption, la social-démocratie érigée à Vienne, du fait de sa puissance communale, une île de progrès culturel qu'elle assura au moyen de mesures strictement calculées, pour éviter tout gaspillage, une sérieuse politique financière bourgeoise-radical. Cette politique communale, avec ses constructions d'habitations, se séparait nettement de la politique économique de la bourgeoisie. Au regard des formidables scandales financiers de la banque et de l'industrie, ces réalisations communales de Vienne, avec leur administration objective, scientifique, commerciale, prenaient figure de « socialisme ».

En réalité, l'assistance sociale de Vienne-la-Rouge restait, en bien des domaines, inférieure à celle des villes allemandes (jusqu'en 1932), surtout en ce qui concerne l'assistance aux chômeurs.

Le caractère parasitaire de la bourgeoisie autrichienne qui avait subi des pertes énormes dans les spéculations de 1926, en rapport avec la stabilisation du franc, poussa automatiquement vers la social-démocratie une grande partie de la petite-bourgeoisie des villes et des couches sociales importantes même dans les villages arriérés. Une nouvelle vague de protestation élémentaire des masses contre les scandales financiers de la bourgeoisie et de son gouvernement conduisit la social-démocratie, en 1926-27, jusqu'au seuil de la conquête démocratique du pouvoir. Mais seulement jusqu'au seuil !

Quand la bourgeoisie s'aperçut que la social-démocratie, — sans le vouloir ! — attirait à elle des masses toujours plus grandes du peuple, et qu'il y avait danger qu'un jour celles-ci la poussent plus loin que ses chefs ne l'auraient souhaité, ou même passent par-dessus leur tête à des actions révolutionnaires, la bourgeoisie décida alors de passer à la contre-offensive.

Dans les journées de mars 1927, à la veille des élections d'avril, elle occupa l'arsenal de Vienne, et vola une grosse partie des armes du Schutzbund républicain. Les masses comprirent le sens de la provocation et demandèrent aux chefs social-démocrates de passer à la contre-attaque. En arguant de la prochaine victoire électorale, la direction social-démocrate put encore cette fois retenir les masses. Les élections triomphales d'avril donnèrent à la conscience combattive de la classe ouvrière une force incroyablement accrue. Les chiffres des voix obtenues lui permettaient de constater son influence sur les parties non prolétariennes de la population.

La bourgeoisie renforça ses provocations. Le 14 juillet 1927, le jury du tribunal de Vienne, sous la pression du gouvernement bourgeois, de sa presse et de ses partis, prononça l'acquittement de réactionnaires convaincus d'avoir tué des ouvriers.

Quand, le 15 au matin, le prolétariat apprit cette provocation, il abandonna spontanément les usines, envahit le centre de la ville et mit le feu au Palais de Justice. Le Gouvernement répondit par un flot de sang, faisant abattre par sa police plus de cent ouvriers. Les ouvriers pourchassés par la force armée se tournèrent en manifestations violentes vers leurs chefs, exigeant des armes. La grève générale fut réalisée spontanément par les masses.

Ce soulèvement des ouvriers viennois avait marqué un tournant dans l'histoire de la lutte de classes en Autriche. La social-démocratie était placée devant la décision ou bien céder aux masses, les armer et poursuivre la victoire électorale d'avril jusqu'à la lutte pour la conquête du pouvoir — ou bien capituler et laisser libre cours à la contre-révolution.

La direction social-démocrate opta sans hésiter pour la capitulation. Elle refusa les armes et brisa la grève générale.

Depuis cette époque, lentement, mais à un rythme toujours plus accéléré, l'attaque de la contre-révolution se développe. La Heimwehr, jusque-là une organisation armée réactionnaire, provinciale, devient une organisation de terreur de la bourgeoisie contre le prolétariat. La plus importante entreprise industrielle : l'Alpine Montan, soutient les Heimwehren de toutes ses forces, détruit les syndicats libres dans ses mines de Haute Styrie et crée des « syndicats indépendants » des Heimwehren.

Durant six ans, l'attaque de la contre-révolution se poursuivit sans cesse. Elle se heurta à l'indestructible conscience de classe des ouvriers qui repoussaient toujours ses attaques par des actions spontanées — tandis que la social-démocratie reculait pas à pas, abandonnant pied à pied, non seulement les droits des ouvriers, mais la constitution bourgeoise elle-même.

LA VICTOIRE D'HITLER ET LA CRISE AUTRICHIENNE

Dans cette lutte longtemps indécise, le prolétariat autrichien, bien qu'affaibli par la capitulation de la social-démocratie, restait néanmoins assez fort pour barrer la route du pouvoir aux Heimwehren.

La Heimwehr avait déjà par deux fois tenté de s'emparer du pouvoir, d'abord en août-septembre 1929, puis, armée de tout le matériel de guerre, lors du putsch de Styrie en 1931. Toutes ses tentatives se brisèrent sur la combativité du prolétariat.

Un tournant s'opéra quand, en février 1933, la classe ouvrière allemande recula sans combat devant le coup d'Etat fasciste du 28 février (incendie du Reichstag) et subit ainsi une défaite historique.

Deux jours après le plébiscite fasciste du 5 mars 1933, qui, grâce en partie au coup d'Etat, en partie à la terreur, apporta la confirmation plébiscitaire du pouvoir fasciste, la contre-révolution autrichienne passa à son tour au coup d'Etat.

A l'intérieur du parti réactionnaire chrétien-social, qui unit en lui toutes les nuances, depuis le démocrate conservateur Kunschak jusqu'au chef heimwehr Steidle, un déplacement vers la droite s'accomplit. L'aile contre-révolutionnaire, monarchiste, avec Dollfuss, fouettée par les chefs des Heimwehren de l'entourage de Starhemberg et du parti national-socialiste autrichien, passa au coup décisif et, le 7 mars, prononça la dissolution du Parlement. Le prolétariat autrichien, profondément déprimé par la catastrophe allemande, recula en silence, sans prendre spontanément les armes, tandis que les chefs social-démocrates se contentèrent de protestations verbales contre ce coup de force.

La victoire facile du régime Dollfuss sur le Parlement et son passage aux méthodes du bonapartisme affaiblirent le prolétariat, sans fortifier l'aile dominante de la contre-révolution. Les victoires contre le Parlement et contre les droits ouvriers ont toujours suivi les défaites économiques. La crise économique se développant toujours davantage, l'effroyable misère, l'impasse de plus en plus évidente en laquelle la crise enfermait les intellectuels, les chômeurs et les paysans, donnèrent un puissant avantage au national-socialisme. Le rattachement au puissant Reich, surtout dans la petite-bourgeoisie, avec ses tendances nationales allemandes traditionnelles, sembla la seule issue. L'opposition à l'aristocratie qui s'était manifestée dans le camp de Dollfuss et de Starhemberg, poussa au national-socialisme d'importantes parties des couches moyennes et pauvres du village qui se détachèrent du parti chrétien-social, ainsi que du parti paysan national-démocratique : le « Landbund ». La politique de capitulation de la social-démocratie décomposa une grande partie du prolétariat, en particulier les moins fermes, la jeunesse et les chômeurs, et surtout les jeunes chômeurs, et elle les poussa sous le drapeau du III^e Reich. C'est ainsi que le véritable vainqueur dans la lutte qui opposa victorieusement le bonapartisme au prolétariat, ce fut le national-socialisme. Il apparaissait déjà que l'Autriche serait pour lui une proie facile.

LA LUTTE DES IMPERIALISMES EN AUTRICHE

Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne ne pourrait sauver l'Autriche, mais il pourrait améliorer sensiblement la position de l'impérialisme allemand. L'impérialisme allemand, à Vienne, c'était un péril mortel pour la Petite Entente. Le colosse économique allemand aurait attiré à lui comme un aimant les pays agraires : la Yougoslavie et la Roumanie, et il en aurait fait ses vassaux. La lutte de trois millions 1/2 d'Allemands en Tchécoslovaquie, renforcée encore par les tendances autonomistes de la Slovaquie, aurait fait éclater rapidement la Tchécoslovaquie. La Hongrie aurait suivi le même chemin que les autres pays agraires, et se serait soumise à la sphère d'influence allemande.

Un développement de cet ordre en Europe centrale et dans les Balkans serait le coup de grâce aussi bien contre l'hégémonie française en Europe continentale, que contre l'aspiration impérialiste de l'Italie qui fait tous ses efforts pour opposer un bloc austro-hongrois à la Petite Entente.

Ainsi, l'ascension du national-socialisme en Autriche devait opposer brutalement, aussi bien la France que l'Italie, à l'Allemagne. La France resta dans une position défensive. Elle se borna à exiger le maintien du *statu quo*. Paul-Boncour fit promettre par Dollfuss de ne pas dissoudre la social-démocratie, car l'impérialisme français voyait en elle « son » parti, du fait qu'elle était à la fois contre Hitler et contre Mussolini.

La politique italienne en Autriche, par contre, n'avait pas plus d'intérêt au *statu quo* qu'à la victoire d'Hitler. Seule une défaite et des nazis et des social-démocrates pouvaient assurer la position de Dollfuss et surtout pouvait, au sein du régime Dollfuss, renforcer le poids des Heimwehren, qui constituent une troupe de mercenaires à la solde de l'Italie.

Ce sont, sans aucun doute, les intérêts italiens et la pression de Mussolini qui ont, dans une grande mesure, été cause que les nazis furent repoussés dans l'illégalité en Autriche. La même influence a poussé, le 30 janvier, la Heimwehr à un coup d'Etat qui devait placer le Gouvernement Dollfuss devant cette alternative : se soumettre à Starhemberg, ou entrer dans un conflit sérieux avec Mussolini.

LE COUP D'ETAT DE LA HEIMWEHR ET L'APPROCHE DE LA DECISION

Le 30 janvier, la Heimwehr occupa le point stratégique d'Innsbrück ; elle présentait ainsi ses souhaits au gouverneur chrétien-social, le Dr. Stumpf : dissolution des partis, et avant tout de la social-démocratie, dessaisissement des municipalités socialistes, abolition de la domination du Parti socialiste à Vienne.

D'Innsbrück, le mouvement rayonna sur les régions environnantes. L'attaque contre Vienne n'était plus qu'une question de jours. L'inquiétude et une grande excitation s'emparaient de la classe ouvrière. La presse illégale du Parti socialiste, *Der Ruf der Freiheit* (l'Appel de la liberté), menaçait déjà, au milieu de janvier 1934 (le 19-1), en disant :

« L'expression générale de la classe ouvrière autrichienne, représentée par le parti social-démocrate et les syndicats libres, a, à maintes reprises, manifesté sa volonté ferme et irrévocable de recourir à la grève générale dans les quatre cas de guerre suivants :

« 1) Si le Gouvernement fédéral chasse la municipalité de Vienne, ou y met un commissaire fédéral, ou, de toute autre façon, lui enlève sa liberté d'action ;

« 2) Si le Gouvernement fédéral dissout la social-démocratie, ou interdit son activité ;

« 3) Si le Gouvernement fédéral dissout les syndicats libres, ou prétend les « mettre au pas » ;

« 4) Si le Gouvernement fédéral impose une nouvelle Constitution au moyen d'un Coup d'Etat.

« La classe ouvrière autrichienne considère chacun de ces quatre cas comme un casus belli. Dans chacun d'entre eux, sans autre indication, elle aura recours à la grève générale...

« ...Mais la grève générale, aujourd'hui, doit irrémédiablement mener à la décision par les armes, à la guerre civile ! »

Depuis le 30 janvier, la direction de la social-démocratie savait que l'heure décisive a sonné. Si elle pouvait encore avoir des doutes, l'ambassade de France à Vienne les lui aurait enlevés. Car, le 2 février déjà, Dollfuss explique aux ambassadeurs de France et d'Angleterre qu'il est décidé à anéantir le Parti socialiste ; la presse illégale socialiste est au courant de cet entretien secret, puisque le *Prager Tagblatt* le publie dès le 3 février :

« Vienne, 2 février. — Hier les ambassadeurs français et anglais demandèrent au chancelier des informations sur les événements d'Innsbrück. Le chancelier aurait déclaré à l'ambassadeur de France que, eu égard au changement de la situation politique en France, il ne se sentait plus lié par les engagements qu'il avait contractés naguère envers le ministre des affaires étrangères français, notamment de ne pas recourir à des mesures décisives contre le Parti social-démocrate. L'ambassadeur, Puaux, se serait élevé contre cette conception du chancelier et aurait avancé que le changement de gouvernement en France ne saurait être une occasion de revenir sur les assurances données. »

A ce moment le coup d'Etat ne met pas en cause Vienne, mais Innsbrück ; dans cette ville, le Parti socialiste publie, le 4 février, le tract illégal suivant :

« La classe ouvrière d'Autriche est décidée à s'opposer par la grève générale au coup d'Etat dans chacun des Etats fédéraux. Si les criminels osent accomplir le coup d'Etat dans un des Etats fédéraux, la grève générale et la guerre civile seront déclenchées dans cet Etat et étendues à tout le reste de l'Autriche. »

Cela veut-il dire que la social-démocratie se prépare vraiment cette fois-ci à livrer bataille ?

SOULEVEMENT SPONTANE A LINZ

Le dimanche 11 février, le vice-chancelier Fey déclare à Lang-Enzersdorf, devant des forces armées :

« Demain nous nous mettrons à l'œuvre et nous irons jusqu'au bout. »

Aucun doute ne peut subsister : l'heure décisive a sonné !

Au même moment, quelques chefs du Schutzbund se réunissent à Linz, et prennent cette décision :

« Si demain, lundi, une attaque armée est entreprise dans une ville de Haute-Autriche, ou bien si un des hommes de confiance du Parti, par exemple un membre du Schutzbund, était arrêté, on s'y opposerait par la force, et on passerait aussitôt à la contre-attaque... »

La direction du Parti doit avoir eu connaissance de cette décision le dimanche soir, 11 février, même si elle n'était pas informée directement par le commandement du

Schutzbund de Linz. Car, comme le dit le Secrétaire d'Etat Neustädter-Stürmer, dans la nuit du 11 au 12 février, un télégramme adressé au commandant du Schutzbund de Linz fut intercepté, dont le texte était :

« Ernst et Anna malades. Remettre entreprise. »

La direction du Parti, au dernier moment encore, essayait d'empêcher la lutte. Ce fait est confirmé par une interview accordée au correspondant du *Sunday Times* par Otto Bauer, où celui-ci déclare :

« Les membres du Schutzbund de Linz déclarèrent qu'ils ne consentiraient pas à être désarmés, car il était clair qu'un coup d'Etat fasciste était prêt. Ce serait de notre part, dirent-ils, de la folie que de rester tranquilles, pendant que la Heimwehr nous désarmerait d'abord, nous opprimerait ensuite. Je (Bauer) soutins qu'en aucun cas il ne fallait résister par les armes. J'ajoutai que le lundi une conférence de tous les gouverneurs de province avec le chancelier devait avoir lieu. Si, nous, à Vienne, nous pouvions supporter que la police cherche des armes, dans notre centrale, nos camarades de Linz devaient montrer autant de patience. C'est pourquoi les chefs du Parti devaient faire tout ce qui était en leur pouvoir pour retenir les masses et les empêcher de perdre la tête. Celui qui m'apportait la nouvelle était de mon avis, et nous donnâmes pour instructions d'exhorter vivement à la paix les ouvriers de Linz. Peut-être le message ne parvint-il pas à temps, car le lundi matin, devant la tentative de pénétrer dans la Maison du Peuple, les ouvriers refusèrent de la livrer, et se défendirent. »

Les membres du Schutzbund de Linz n'avaient pas reçu le télégramme d'Otto Bauer, ni peut-être son émissaire. Il est probable qu'au cas contraire, ils n'auraient pas changé d'avis.

Devant ces faits, on ne peut plus soutenir que la direction du Parti socialiste a organisé le soulèvement ouvrier du 12 février. Elle a essayé de toutes ses forces de l'empêcher. C'est seulement quand il apparut que c'était en vain, que le lundi (12 février), la direction de Vienne décida de soutenir la grève générale et le recours aux armes déjà réalisés. Cette résolution fut adoptée à une voix de ma-

SOCIAL-DEMOCRATIE ET GUERRE CIVILE

Le passage des formes normales de la lutte de classe à la lutte armée place, même un parti révolutionnaire expérimenté dans la lutte extra-parlementaire, devant les plus graves obligations. Plus l'heure décisive approche, plus s'avance l'irrévocable transformation des formes de lutte, plus s'accroît la pression du monde bourgeois tout entier sur le parti révolutionnaire. Ces couches du Parti qui, par leur activité passée, sont le plus liées au monde bourgeois, et qui représentent en même temps les réformes politiques et sociales que le prolétariat lui a arrachées, reflètent le plus fortement cette pression. On le vit en 1923, dans le Parti communiste allemand quand l'aile du Parti profondément ancrée dans les syndicats, et l'aile parlementaire devinrent les bases de la politique de louvoiement, et finalement du renoncement sans combat.

Cela est mille fois plus vrai encore pour un parti ouvrier bourgeois qui est lié à la société bourgeoise et à son appareil d'Etat par mille fils, même quand il a été depuis longtemps repoussé dans l'opposition. Plus particulièrement, la puissante bureaucratie syndicale forme une large couche sociale conservatrice qui s'opposera toujours jusqu'au dernier souffle à une transformation des formes de lutte, à l'abandon de la légalité bourgeoise — même si c'est la démocratie bourgeoise qui descend dans la rue pour se défendre contre la contre-révolution féodale et capitaliste.

En Allemagne, dès l'époque Schleicher, nous avons vu la presque totalité de la bureaucratie syndicale passer franchement dans le camp de la contre-révolution bonapartiste. Alors que, fin janvier, Schleicher, ayant déjà perdu le pouvoir, aurait vu d'un bon œil une grève générale des syndicats contre le gouvernement Hitler-Hügenberg, la bureaucratie syndicale planta là même le général Schleicher, le « général social ». Après le coup d'Etat du 28 février (incendie du Reichstag), la bureaucratie syndicale demanda au Parti fasciste de se charger des syndicats ! A la bureaucratie syndicale conservatrice, se rattache la large couche parlementaire de la social-démocratie. En contact continu avec les représentants des partis bourgeois, siégeant en partie avec eux dans des commissions parlementaires, dans des administrations de communes, de provinces où ils travaillent étroitement avec eux, les parlementaires, même dans un pays où la social-démocratie n'a jamais

pris part au pouvoir, représentent un facteur conservateur qui s'oppose à toute transformation dans le sens du mouvement, et qui s'accroche aux formes habituelles de la « lutte », sans voir que la situation a complètement changé et que ces vieilles formes sont hors d'usage.

La social-démocratie autrichienne était dans un état de désagrégation intérieure quand elle entra dans la période décisive du combat. Son aile syndicale, c'est-à-dire la bureaucratie syndicale, avait déjà commencé depuis un an à s'adapter au régime Dollfuss. La direction de la social-démocratie soutenait cette évolution ; ce fut elle qui donna au puissant syndicat des cheminots, décisif pour la lutte prolétarienne, le conseil d'entrer dans le « Front patriotique », c'est-à-dire dans le camp de Dollfuss, afin d'éviter un conflit sérieux avec le gouvernement.

L'aile parlementaire, par la dissolution effective du Parlement, était réduite à l'impuissance. Mais le parlement communal de Vienne lui permit de continuer à jouer son rôle.

Le 9 février, au moment où la Heimwehr était mobilisée depuis longtemps, 48 heures avant la déclaration ci-dessus mentionnée du vice-chancelier Fey « *demain nous irons jusqu'au bout* », une semaine après l'annonce d'anéantir la social-démocratie faite par le chancelier Dollfuss aux ambassadeurs français et anglais, dans l'entretien de Vienne, le Conseil communal de Vienne se réunit. Depuis le 8 février déjà, la police se rendait journellement dans la maison du parti pour y chercher des armes et des adresses ! On a arrêté presque tous les chefs du Schutzbund et saisi un grand dépôt d'armes dans la commune socialiste de Schwechat, près de Vienne.

Le démocrate conservateur, chrétien-social Kunschak, qui sentait également que son temps arrivait à sa fin, et que la guerre civile devenait inévitable, prononçait un grand discours, dans lequel il se déclarait contre tout recours à la force, entre autres choses, et il s'écriait douloureusement : « *Que Dieu fasse que finisse bientôt le déchirement de l'esprit et de l'âme de notre peuple et de ses chefs, avant que le peuple et le pays se trouvent devant le tombeau et pleurent.* »

Le maire social-démocrate de Vienne, Seitz, lui répondit : « *Une ville comme notre Vienne, avec son histoire, sa culture, son économie et ses liaisons avec l'économie internationale, ne peut pas être réduite à songer au recours à la*

force. C'est, pour la République autrichienne, une pensée insensée que de vouloir résoudre par la force nos divergences d'opinion, si profondes soient-elles. »

Tel fut le son du dernier discours du chef social-démocrate, qui parvint encore avant le combat aux oreilles des masses, quand on était acculé à l'emploi de la force, à un moment où la contre-révolution y avait déjà eu recours, et où les masses n'avaient plus qu'à choisir entre céder sans combat à la force, au coup d'Etat, ou prendre elles-mêmes les armes !

AVANT-GARDE ET CLASSE DANS LA GUERRE CIVILE

Il ne peut y avoir aucun doute : autant le noyau prolétarien de la social-démocratie était résolu à lutter, autant l'aile droite du Parti (Seitz, Renner) était résolue à éviter, à empêcher la lutte. Entre ces deux extrêmes, il y avait le centre (Bauer, Deutsch), oscillant, méfiant vis-à-vis des masses, mortellement effrayé par la combattivité spontanée des ouvriers, et par le sabotage prévisible de l'aile droite — qui alla, dans certaines provinces, jusqu'à la trahison ouverte — profondément ébranlé. Dans leurs têtes de centristes vivait l'utopie bureaucratique que, au jour du coup d'Etat, quand tous les « honnêtes gens » verraient clairement que la social-démocratie défend la République et la démocratie, la grève générale, appuyée par une démonstration armée, suffirait pour faire reculer le gouvernement.

En vertu de cette utopie, ils recommandèrent aux masses « du calme et du sang-froid ». Tous les mouvements partiels spontanés du prolétariat, soit contre les interdictions de journaux, en décembre, contre la dissolution des chambres ouvrières, en janvier, ils les étranglèrent ; ils essayèrent, — semblables en cela à la direction du Parti communiste allemand en 1923 — de conserver intactes les énergies révolutionnaires du prolétariat jusqu'au jour mystique où la direction s'écrierait : « Grève générale ! Aux armes ! » Ils empêchèrent démonstrations et grèves ; mais ils faisaient soigneusement graisser les armes et les mitrailleuses cachées, pour les empêcher de rouiller.

Ils surestimaient tout autant le sens des armes qu'ils sous-estimaient l'énergie créatrice des masses. C'est là une des erreurs typiques de la démocratie petite-bourgeoise.

Même ses représentants les plus révolutionnaires voient le problème de la guerre civile sous cet angle : comment peut-on *techniquement* égaler les possibilités des armées modernes, avec leurs canons, leurs lance-mines, leurs tanks ?

Considérée du point de vue purement technique, la supériorité de l'ennemi, dans la guerre civile, est toujours formidable. Le « révolutionnaire » petit-bourgeois en conclut que la guerre civile est pour le prolétariat presque sans espoir, si ce n'est à la fin de la guerre, quand les armées sont décomposées et qu'aux batteries, tanks et lance-mines contre-révolutionnaires s'opposent les divisions révolutionnaires de l'armée. Et les communistes ne manquent pas qui ont plus ou moins tendance à voir dans une guerre la seule possibilité d'une révolution prolétarienne victorieuse.

Tant que la question est posée sous l'angle technique, la solution en temps de paix est effectivement impossible. Mais la question technique n'est pas l'axe de la guerre civile. Aussi longtemps que les divisions armées de bourgeoisie sont en face des divisions armées du prolétariat, la supériorité de la bourgeoisie est écrasante ! Mais seulement dans cette mesure !

Le passage à la lutte armée représente la forme extrême de la lutte révolutionnaire. Quand ce passage est effectué par la seule avant-garde du prolétariat, par ses troupes d'élite, leur défaite est inévitable. Le prolétariat ne peut tenir tête et, finalement, anéantir la supériorité technique de l'ennemi qu'en mettant dans la balance toute sa force de classe, toutes ses énergies révolutionnaires, son activité tendue à l'extrême. *La guerre civile moderne est une lutte de tout le prolétariat avec son avant-garde militaire, contre la bourgeoisie.* Les barricades dans les rues, qui empêchent l'avance des troupes, les rues dépavées qui en rendent l'accès difficile aux canons et aux tanks, les innombrables prolétaires, femmes et hommes qui, par tous les moyens dont ils disposent soutiennent la lutte de l'avant-garde militaire, l'activité politique pour provoquer la fraternisation avec les troupes, tout cela, la combinaison de la grève générale révolutionnaire avec la plus grande activité des masses, cela seul peut donner à l'avant-garde du prolétariat une chance supérieure à la supériorité technique inévitable de l'adversaire.

LA BATAILLE DE FEVRIER A VIENNE.

Lundi 12 février, à 11 h. 30, parvenait aux ouvriers de l'usine électrique de Vienne, la nouvelle que la police de Linz avait essayé de perquisitionner la maison du parti à Linz pour y chercher des armes et qu'elle s'était heurtée à la résistance armée du Schutzbund. Ce combat, à Linz, s'était déjà transformé en action de résistance car les membres du Schutzbund, après avoir, dans une attaque impétueuse, libéré leur maison de la police, passaient à l'occupation militaire des points stratégiques (ponts, gares, etc.).

L'usine électrique de Vienne entraînait aussitôt en grève. Usines et tramways ne marchaient plus. Dans le plan de mobilisation générale du Schutzbund l'arrêt des tramways signifiait : « Armez-vous ! ». Le plan spécifiait que l'ordre d'arrêt des tramways viendrait de la direction du Schutzbund. En fait, il vint grâce à l'interruption du courant par suite de la grève politique des ouvriers de l'usine électrique. Beaucoup de membres du Schutzbund, aussi bien les ouvriers des entreprises de la ville que les chômeurs, allaient chercher leurs armes. Les usines ne marchaient plus et accéléraient leur armement. La grève politique de masse et l'armement du prolétariat étaient en route.

La direction de la social-démocratie était complètement surprise. Elle s'attendait à ce que le Schutzbund de Linz n'offre aucune résistance armée. Elle donna tout d'abord, dans les usines de Vienne, le mot d'ordre d'« attendre » et essaya, par l'intermédiaire des commandants du Schutzbund, d'arrêter la distribution des armes.

C'est ainsi que, au beau milieu de l'action militaire, arrivait le mot : « en arrière ». Il provoquait une confusion fatale même dans l'avant-garde militaire ! Beaucoup continuaient à s'armer ; d'autres rendaient leurs armes. Le sentiment d'être ouvertement trahi s'empara d'une grande partie, même parmi ceux qui étaient armés.

Il est possible que le bruit qui circula, aussi bien en Autriche que dans les cercles socialistes de l'étranger, et qui laissait entendre que la direction de la social-démocratie autrichienne en vue du coup d'Etat annoncé pour le 12, par le vice-chancelier, était prête à proclamer la grève générale le 15 février et à assurer la défense de la grève générale par une mobilisation du Schutzbund ; il est pos-

sible que ce bruit ait eu des raisons sérieuses. Il n'est pas exclu que le gouvernement a provoqué l'action spontanée de Linz. Le soir du 11 février, la décision du Schutzbund de Linz de la résistance armée, de même que le télégramme d'Otto Bauer au commandant du Schutzbund Bernaschek lui étaient tombés entre les mains. Mais est-ce que ce plan en vue d'une action générale fixée au 15 février changerait quelque chose au jugement écrasant que les ouvriers révolutionnaires d'Autriche portent sur leur parti, le parti socialiste ?

Supposons un instant qu'un tel plan ait été prévu pour le 15 février. Il ne ferait justement que confirmer d'une façon éclatante que les chefs de la social-démocratie autrichienne n'ont absolument rien appris de l'histoire des luttes révolutionnaires, que même leurs représentants les plus « gauche » ne sont pas arrivés à autre chose qu'à une forme de bureaucratisme révolutionnaire qui ne considère pas le prolétariat comme une masse créatrice capable d'agir elle-même, mais comme une armée de recrues. S'il y avait vraiment une action décisive décidée pour le 15 février, la social-démocratie devait alors, dans les jours et les semaines qui précéderent, amener déjà le prolétariat à des mouvements partiels, elle devait développer son énergie pour enfin, au plus haut point du combat, passer à la grève générale et à la lutte armée.

Nous avons vu que non seulement elle ne faisait pas cela mais que, au contraire, elle écartait solennellement l'emploi de la force.

Elle ne pouvait pas, en vérité, agir autrement car la plus grande partie de l'appareil du parti et de la bureaucratie syndicale était décidée fermement non pas à combattre mais à capituler. Avec l'ennemi à l'intérieur même du parti et avec un ennemi fort et puissant comme l'appareil du Parti et des Syndicats un parti ne peut pas combattre, à plus forte raison il ne peut pas mener une lutte victorieuse.

Mais supposons que la tendance Otto Bauer et Julius Deutsch fût vraiment prête à combattre, qu'elle reconnût trop tard que le parti devait faillir puisqu'il n'était pas un parti d'action mais un parti électoral libéral ; supposons qu'ils aient eu un plan d'action pour le 15 février et que le 12 février, par suite du soulèvement spontané du Schutzbund de Linz, ils aient été placés devant un dénouement prématuré. Dans ces circonstances quel chemin de-

vaient-ils prendre s'ils avaient eu seulement une parcelle de combativité ?

Le 12 février à 11 h. 30 du matin débuta, par suite de l'interruption de courant provoquée par la grève des travailleurs de l'usine électrique, la grève politique de masse dans les exploitations. L'armement commence. Dans Linz la lutte armée se poursuivait déjà. L'avalanche roulait.

Dans une telle situation le groupe Otto Bauer-Deutsch, s'il était en principe pour la lutte, n'avait qu'une route à prendre : utiliser le coup d'Etat de l'adversaire et le soulèvement spontané des ouvriers forcés de lutter, pour passer de toutes ses forces à l'offensive contre la puissance de l'Etat. La situation historique avait rendu chaque tergiversation, chaque moyen terme impossibles ; il s'agissait d'écraser l'adversaire ou d'être écrasé par lui.

Le groupe Otto Bauer-Deutsch a pris la route contraire. Il combattit des heures entières dans le comité directeur du parti pour persuader des traîtres déclarés et des saboteurs comme Seitz, Renner, etc., que l'on ne devait pas abandonner les ouvriers à eux-mêmes, qu'il fallait aller aux ouvriers, car autrement tout serait perdu, que le parti serait abandonné avec dégoût et mépris par les ouvriers si la direction les laissait seuls aux prises avec l'ennemi. Le groupe Bauer-Deutsch réussit, à une voix de majorité, à obtenir l'approbation du comité directeur pour la grève générale et l'armement du Schutzbund.

Quand la bataille décisive a commencé, l'attaque devient alors le facteur décisif. Lénine, dans ses « conseils d'un absent », a magnifiquement formulé, le 8 octobre 1917, les règles de la lutte armée selon les principes marxistes :

- 1) Ne jamais jouer avec l'insurrection et si elle est commencée, savoir exactement que l'on doit aller jusqu'au bout ;
- 2) On doit rassembler la majeure partie des forces au lieu décisif, au moment décisif, car sans cela l'ennemi qui dispose d'une préparation et d'une organisation meilleures, anéantira les insurgés ;
- 3) Si l'insurrection a commencé, on doit agir avec la plus grande décision, marcher à fond et passer à tout prix à l'offensive. La défensive est la mort de l'insurrection armée ;
- 4) On doit chercher à surprendre l'ennemi et profiter du moment où ses forces sont dispersées ;

5) On doit ensuite s'efforcer de remporter chaque jour quelque petit succès (on pourrait dire : chaque heure, s'il s'agit d'une seule ville) et à tout prix maintenir la supériorité morale.

Lénine met en lumière ces principes fondamentaux qui ont trait à la situation d'octobre à Pétrograd :

« *Que nos trois forces principales : la flotte, les ouvriers et les troupes soient disposées de telle façon qu'elles occupent : a) le central téléphonique ; b) le bureau du télégraphe ; c) les gares ; d) les ponts avant tout et qu'on leur épargne à tout prix de grandes pertes.* »

Le soulèvement spontané des ouvriers de Vienne, le 12 février, n'était pas du tout, de prime abord, voué à l'échec. Naturellement, le soulèvement armé ne pouvait pas, au début, s'appuyer sur l'activité de l'ensemble des masses ouvrières parmi lesquelles la confusion régnait. Mais une direction décidée pouvait s'appuyer, dans ces conditions défavorables, sur quelques dizaines de milliers d'ouvriers armés, capables de l'héroïsme le plus grand. Elle pouvait, en passant aussitôt à l'offensive politique et militaire, s'emparer de points stratégiques décisifs et d'une grande partie du quartier des ministères. En effet, le gouvernement du coup d'Etat avait compté avec tout, sauf avec une seule chose : l'héroïsme et la décision de l'avant-garde prolétarienne. Il pensait se heurter çà et là à des grèves partielles, des manifestations séparées, des essais de résistance armée ; mais il ne pensait pas à une résistance armée soutenue par des dizaines de milliers d'ouvriers armés de fusils, de mitrailleuses et de grenades. L'offensive militaire, la lutte autour de la ville, autour des positions stratégiques décidèrent du sort de la lutte non seulement du point de vue militaire, mais encore du point de vue politique. Les masses n'étaient pas préparées. Au milieu de l'hésitation, du doute, de la désagrégation, le soulèvement héroïque de l'avant-garde les surprit.

L'offensive militaire devait, en même temps, prendre une tournure politique : la lutte avec les armes pour la ville devait se confondre avec la lutte pour la puissance politique dans l'Etat. L'action militaire devait indiquer la route politiquement.

Cela ne suffisait pas. Ce n'est pas sans raison que Lénine désigne comme point de mire, dans une insurrection armée, le téléphone et le télégraphe. Détruire les liaisons de l'adversaire et à leur place installer le système de rensei-

gnements de l'état-major des insurgés, c'est décisif pour la victoire ou la défaite.

Une fois décidé à lutter le centre politique, dans ce cas le groupe Otto Bauer-Deutsch, devait dans un manifeste clair, précis s'adresser au prolétariat et au peuple. Il devait dire pourquoi le prolétariat, dans son ensemble, doit s'insurger, pourquoi la cause de l'insurrection est celle de tous les travailleurs. Il devait envoyer des délégués dans les fabriques qui attendaient et leur poser, avec force, la question : « Lutter ou mourir ! »

Ce n'est qu'à ces conditions qu'on pouvait entraîner au combat l'ensemble du prolétariat. La social-démocratie pouvait, à Vienne, ville de 1.800.000 habitants, compter au minimum sur 460.000 membres et 680.000 électeurs. Il n'y avait pas que cela ! Elle pouvait, dans la lutte elle-même, s'attirer la sympathie active d'une grande partie de la petite-bourgeoisie hésitante ou devenue déjà fasciste. La petite-bourgeoisie de Vienne, beaucoup plus fortement encore que la petite-bourgeoisie des villes de province autrichiennes, avait appris pendant des années que le prolétariat est la force décisive. Elle douta du prolétariat lorsque celui-ci abandonna sans lutter ses positions les unes après les autres. L'insurrection armée pouvait la neutraliser, l'attirer en partie à soi, si elle agissait selon la règle de Danton : « *De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace !* »

Comme les chefs de gauche de la social-démocratie étaient loin d'une telle attitude !

Lorsque, au cours de l'après-midi, ils sanctionnèrent la lutte du prolétariat, ils ne pensèrent pas un instant à centraliser, concentrer en un soulèvement armé les tentatives spontanées de soulèvement du prolétariat. Au lieu d'armer les fabriques, ils invitèrent les ouvriers dans les fabriques à se rendre dans le district où ils demeuraient et à venir individuellement le soir dans les sections de la social-démocratie pour la distribution des armes. Une grande partie des ouvriers armés, comme par exemple 1.400 hommes armés dans le district ouvrier de Simmering, qui s'étaient rassemblés déjà de bonne heure dans l'après-midi furent abandonnés à eux-mêmes des heures entières sans direction, et le soir ils furent forcés, par un représentant du commandant du Schutzbund, de remettre leurs armes !

Dans la mesure où on peut parler d'une direction centrale, elle consista, selon la tentative de Otto Bauer et de

Deutsch, à transformer le soulèvement armé non pas en insurrection mais en une manifestation armée sans chance de succès ; les groupes du Schutzbund étaient invités à se retirer vers la périphérie de la ville dans les « cités ouvrières » et à défendre celles-ci. Des groupes d'ouvriers armés qui auraient suffi à mener la lutte victorieuse pour la conquête de toute la ville, qui dans l'offensive auraient amené à eux la partie décisive du prolétariat furent ainsi contraints de mener une lutte défensive sans issue contre l'attaque concentrée des forces armées de l'Etat qui se rassemblaient. C'est ainsi que, isolées les unes des autres, isolées des masses du prolétariat, les maisons d'habitation des quartiers ouvriers de Vienne durent se rendre : la Reumannhof, la Karl Marx-Hof, la Schlinger-Hof, la Goethe-Hof, le foyer des ouvriers de Ottakring et beaucoup d'autres.

De quelle force immense, de quel courage à affronter la mort, de quelle énergie féconde, l'avant-garde fit preuve même dans une position défensive sans issue, bien qu'elle fût isolée et qu'il n'y eût aucune liaison entre les combattants ! La contre-révolution nous renseigne sur cela. La *Correspondance politique* officielle annonce le 15 février :

« Les troupes que la force armée avait engagées pour le rétablissement de l'ordre dans le dernier jour se sont heurtées à une résistance acharnée, surtout à Vienne. Les insurgés ont combattu avec l'énergie du désespoir. »

L'inspecteur général de la sûreté à Vienne, le docteur Manda publie le dimanche 18 :

« La situation critique s'est atténuée mardi matin parce que toutes les troupes qui combattaient depuis lundi matin étaient très abattues. »

Le passage à l'offensive au cours du lundi après-midi et dans cette nuit décisive où Vienne était entièrement privée de lumière n'aurait pas seulement décomposé « les troupes très abattues », il aurait eu des répercussions diverses et simultanées : il aurait formidablement accru les rangs des combattants grâce au renfort des troupes du Schutzbund hésitantes et découragées, il aurait amené à Vienne une masse d'ouvriers armés venant de la banlieue industrielle, il aurait déchaîné dans les provinces éloignées d'innombrables forces insurrectionnelles. Dans la petite ville des mines de sel Ebensee, par exemple, ce n'est que le vendredi que l'insurrection éclata alors qu'elle était déjà vaincue à Vienne.

Tandis que l'avant-garde du prolétariat luttait jusqu'à l'épuisement dans les citées ouvrières de Vienne et que les chefs de gauche Bauer et Deutsch s'obstinaient à demeurer auprès des combattants jusqu'au 14 février sans aucune foi dans le succès, non plus comme chefs mais pour se porter moralement garants qu'ils n'abandonnaient pas les ouvriers, les chefs droitiers comme Seitz et Renner se laissaient dépouiller, sans résistance, de leurs fonctions publiques, une grande partie de la bureaucratie syndicale (chemin de fer, postes, télégraphe, téléphone, tramways et livre) refusait de lancer le mot d'ordre de grève générale, et même certains secteurs corrompus de l'appareil du parti passaient directement à l'ennemi de classe, en province particulièrement (Carinthie, Vorarlberg, etc.).

Dans les heures décisives, le puissant parti social-démocrate qui comptait plus de 600.000 membres et plus de 40 pour cent des électeurs, l'unité dans le cadre de la social-démocratie a été fatale au prolétariat autrichien. Ce ne sont pas les canons de l'adversaire qui l'ont écrasé, mais l'absence d'une direction révolutionnaire.

« Il ne faut jamais jouer avec l'insurrection » enseigna Marx au prolétariat socialiste. Les dirigeants austromarxistes qui s'étaient bien pourvus d'armes mais qui redoutaient bien moins la contre-révolution que la lutte pour le pouvoir politique, qui, jusqu'au bout, s'accrochèrent à une démocratie bourgeoise déjà effondrée depuis longtemps, qui n'avaient ni perspective politique ni volonté révolutionnaire, se sont trouvés incapables de mener à bien la lutte armée. Ils ont brandi à tort et à travers la menace de la guerre civile ; ils ont cru de bonne foi obliger ainsi l'adversaire à la politique de coalition. Ils n'ont su ni préparer politiquement l'insurrection, ni la tenter militairement lorsque s'est produit le soulèvement spontané du prolétariat révolutionnaire.

Ils ont joué avec l'insurrection sans compter sur elle.

L'ATTITUDE DU PARTI COMMUNISTE.

Le rôle du parti communiste à ce tournant de l'histoire a été tragique. Il a publié le 10 février dans le journal illégal *Rote Fahne* un manifeste tendant au renversement du gouvernement, à la grève générale et à l'armement du prolétariat. Ce manifeste n'est digne de mention qu'à cause du

renseignement qu'il donne concernant l'orientation politique du parti communiste autrichien. Il ne pouvait pas exercer d'influence sur la pensée et les actes de la classe ouvrière ; il ne pouvait pas être connu des ouvriers social-démocrates, car ceux-ci ne lisent pas la presse communiste.

Le manifeste du P.C.A. ne faisait que répéter ce que l'avant-garde social-démocrate proclamait depuis longtemps et que la presse illégale du P.S. rappelait depuis des semaines : contre le coup d'Etat du gouvernement, grève générale et défense à main armée.

Le rôle dirigeant et spécifique des communistes à la veille de la lutte était d'enseigner patiemment aux ouvriers que la grève générale et l'armement du prolétariat ne pouvaient être que la première étape de la lutte pour le pouvoir, et que l'Histoire ne laissait pas d'autre issue que cette lutte. Toute tentative de choisir une voie moyenne, de lutter sans essayer de s'emparer du pouvoir, de s'armer sans passer à l'offensive, devait conduire à la défaite.

Le P.C.A. ne voyait pas l'alternative dramatique devant laquelle se trouvait placé le prolétariat. Dans les semaines et les jours qui précédèrent la bataille de février, il ne se rendit pas compte qu'il lui fallait fournir une réponse à la question que se posaient à eux-mêmes les éléments les plus révolutionnaires des ouvriers socialistes : entourés de puissances contre-révolutionnaires, pouvons-nous garder le pouvoir une fois que nous l'aurons conquis ?

Le 11 février, le journal de l'aile révolutionnaire communiste, *Der Kämpfer*, répond ainsi à cette question décisive :

« Sans doute Hitler règne en Allemagne, Mussolini en Italie, Horthy et Gombos en Hongrie, la camarilla militaire serbe en Yougoslavie. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Seuls des petits-bourgeois peuvent perdre courage au spectacle de ces puissances, et oublier qu'elles reposent sur des barils de poudre, à la merci d'un puissant choc révolutionnaire... La classe ouvrière autrichienne n'est pas seule. Si elle se soulève, elle sera soutenue par les paysans qu'oppriment la crise agraire et le poids des impôts. Les ouvriers et paysans hongrois n'attendent que le jour où ils pourront pendre à la lanterne la plus proche leurs bourgeois patriotes et corrompus et leurs aristocrates vampires. »

Le soulèvement armé des ouvriers a placé le petit parti communiste en présence de la même situation devant la-

quelle il s'était si lamentablement dérobé le 15 juillet 1927 : nécessité de prendre la tête du mouvement à l'aide de petits groupes d'action d'ouvriers conscients. Dépourvue de toute perspective révolutionnaire, surprise par la rapidité des événements qui posaient directement la question du pouvoir, la direction communiste a complètement failli à sa tâche. (Voir appendice). Ça et là, à Florisdorf en particulier, les ouvriers communistes, aux côtés des combattants du Schutzbund, ont montré le même héroïsme que les socialistes révolutionnaires. Mais en tant que direction révolutionnaire, le P.C.A. n'existait ni à l'état d'ébauche ni même dans sa propre pensée. Les yeux écarquillés, « les chefs historiques » du P.C.A. assistaient en spectateurs, hors du combat, au déroulement sinistre et tragique des combats de février.

LA VICTOIRE DE DOLLFUSS ET « L'EQUILIBRE EUROPEEN ».

L'« équilibre » des forces impérialistes a été troublé sensiblement par les événements allemands de 1933. En février 1934 cet équilibre a été anéanti par la victoire de Dollfuss sur le prolétariat autrichien.

La victoire de Dollfuss a singulièrement accentué l'orientation italienne en Autriche. L'impérialisme français a essuyé en Europe centrale une défaite lourde de conséquences. Il l'a subie sans résistance pour deux raisons : d'abord parce qu'il évitait ainsi provisoirement une défaite encore plus lourde, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Ensuite parce que la situation internationale lui interdisait une riposte sérieuse.

L'Italie, autant que la France, redoute avant tout ce rattachement. Il semble que l'Allemagne oriente directement sa politique d'offensive impérialiste vers la conquête de l'Autriche. On ne peut interpréter autrement le compromis germano-polonais suivant lequel l'Allemagne renonce pour 10 ans à toute révision de la frontière orientale. Ultérieurement la convention pourra tourner sa pointe contre la Russie, mais pour le moment elle doit avant tout donner à l'Allemagne la liberté d'action dans l'Europe centrale. A l'heure même où l'Allemagne par l'ultimatum de l'inspecteur national-socialiste pour l'Autriche Habicht, fait savoir de Munich qu'elle continuera par tous les moyens la lutte

pour l'Autriche, elle autorise le départ pour Moscou des révolutionnaires Dimitrov, Popov et Tanev afin de ne pas accentuer la tension avec la Russie — quoique une telle mesure affaiblisse sensiblement l'autorité du régime Hitler-Goering. Ainsi la convention polonaise comme la libération de Dimitrov indiquent suffisamment que l'ultimatum Habicht n'a pas pour seul but d'alimenter la propagande nazie à l'intérieur de l'Autriche — même au cas où Hitler devrait formellement désavouer Habicht.

La lutte pour l'Autriche entre les trois puissances impérialistes est entrée dans une étape décisive. Autant qu'on peut le prévoir le dénouement de cette lutte n'aura pas lieu de sitôt, car ce dénouement implique la guerre.

L'impérialisme français le sait bien ; c'est pourquoi il s'est résolu à n'intervenir dans la question qu'en accord avec l'Angleterre. Le 2 février les ambassadeurs anglais et français à Vienne sont intervenus de concert. Pour la France il y va de la victoire de Versailles et de son hégémonie en Europe centrale. L'Italie à Vienne représente le dernier chaînon du bloc italo-austro-hongrois contre la Petite-Entente, bloc qui, dans les Balkans, s'appuie également sur la Bulgarie. La stabilisation de la contre-révolution en Autriche-Hongrie n'est possible que sous la forme d'une restauration des Habsbourg. La monarchie est la seule autorité « au-dessus des partis » qui jettera le pont entre les terribles contradictions internes qui sévissent dans le camp contre-révolutionnaire tant en Autriche qu'en Hongrie.

Les « vainqueurs » de février en Autriche ont une « base » de 20 à 25 % dans le peuple. A peu près 40 % de la masse du peuple sont socialistes. La destruction des positions légales de la social-démocratie autrichienne n'a pas renforcé la puissance des « vainqueurs ». Bien entendu des dizaines de milliers d'ouvriers sont forcés, pour conserver leur travail, d'entrer dans les syndicats chrétiens ; bien entendu des dizaines de milliers d'ouvriers et de petits bourgeois sont entrés de nouveau dans l'église catholique parce que l'athéisme dans la nouvelle Autriche est considéré comme suspect et a pour conséquence le chômage.

Mais cette obligation ne persuadera pas les masses de la stabilité et de la justesse du régime actuel lorsqu'il sera clair que la crise économique continue.

Si la faible base sociale des vainqueurs ne s'élargit pas, c'est alors que grandira l'opposition politique entre les vainqueurs, les chefs aristocratiques de la Heimwehr et les masses paysannes conservatrices des chrétiens-sociaux : premier antagonisme, et, seconde opposition, entre la soif de puissance des bandes de la Heimwehr et la bureaucratie réactionnaire des chrétiens-sociaux avides de pouvoir. En même temps le national-socialisme s'implante avec toujours plus de force dans les cercles de la Heimwehr et ronge ainsi les vainqueurs.

La situation de la dictature de Gombos en Hongrie est toujours difficile, bien que moins directement menacée. Sa base se rétrécit sans cesse. Sur le pays des magnats, le seul en Europe où la féodalité joue encore un rôle au village, la révolution agraire projetée déjà son ombre. Bela Kun, au 13^e Comité exécutif de l'I.C. déclarait : « *Les groupes communistes, les organisations locales des villages, dont le nombre est grand, à tel point que dans un seul district cette année il y eut 800 ou 1.000 paysans emprisonnés pour agitation communiste, n'ont à peu près aucune liaison avec l'organisation centrale du parti.* »

Bela Kun oubliait de dire que ces villages, dans lesquels des milliers de paysans furent emprisonnés pour « agitation communiste », ne pouvaient pas avoir de liaison avec le parti, car ils ne connaissent rien des communistes hongrois, ils n'ont vraisemblablement jamais lu un tract communiste ou entendu un orateur communiste. C'est la sauvagerie et obscure révolution paysanne, qui se développe dans les villages hongrois, la faim ardente des paysans pour les domaines seigneuriaux, le commencement de la guerre des paysans encore chaotique, sans direction, sans liaison avec le prolétariat des villes. Cette révolution paysanne se reflète aussi dans l'attitude de partis paysans bourgeois et conservateurs qui passent à l'opposition, tel le parti des petits agriculteurs par exemple qui, à Budapest, s'est uni au groupe oppositionnel contre la menace de suppression de l'autonomie de Budapest.

Les Habsbourg, drapés dans leur manteau de pourpre, doivent donner un nouvel éclat à la classe menacée des seigneurs dont les mains ensanglantées et corrompues sont trop bien connues des masses, aussi bien à Vienne qu'à Budapest. La restauration de la monarchie devient alors un besoin impérieux pour la contre-révolution féodalo-capitaliste pourrie, profondément détestée des masses, divisée et désagrégée.

Mais la restauration, cela signifie la lutte immédiate du nouvel empire des Habsbourg pour arracher la Slovaquie à la Tchécoslovaquie, et la Croatie à la Yougoslavie. Plus la contre-révolution austro-hongroise s'approche de la monarchie, plus elle menace les pays de la Petite-Entente, plus elle les appelle à une résistance farouche et place l'impérialisme français devant la nécessité de prendre une décision.

Mais la France ne peut pas prendre cette décision sans l'Angleterre, car en face d'elle elle trouve non seulement l'Italie mais aussi l'Allemagne. Mais l'Angleterre, dont les intérêts sont avant tout sur l'Océan Pacifique, et qui suit avec une attention particulière l'expansion du Japon et l'antagonisme croissant de l'Amérique et du Japon, ne peut pas prendre une position ferme sur le continent européen. C'est ce qui nous explique l'attitude d'expectative de la France.

Mais est-ce que Mussolini, en réunissant dans une même monarchie, sous son protectorat, l'Autriche et la Hongrie, peut brusquer maintenant la décision ? Est-ce que Vienne peut tirer profit de la tension qui existe entre l'Allemagne et la France de la même façon que les Japonais ont utilisé dans leur aventure de Mandchourie l'opposition qui existait entre l'Angleterre et l'Amérique ? On peut à peine supposer que l'Italie, laissée à ses seules forces, se lancera dès maintenant dans une telle entreprise. Sa position, si exposée dans la mer Méditerranée, ne lui donne pas toute la liberté de manœuvrer que possédait le Japon.

Et l'Allemagne ? Est-ce que l'Allemagne peut, en opposition avec toutes les puissances, recommencer le coup de Dantzig ? S'il y avait la voie légale des élections comme à Dantzig, le résultat serait le même. Mais l'Autriche n'est pas Dantzig et la victoire d'Hitler à Vienne ne peut résulter que d'un soulèvement. Mais cette victoire n'enlèverait pas seulement à l'Italie les fruits de sa victoire partielle, cela signifierait un danger imminent à l'égard de la Petite-Entente.

Ces contradictions et l'impossibilité d'y trouver une solution sans une guerre mondiale ont pour conséquence que la lutte pour l'Autriche ne peut pas encore conduire au conflit décisif. Le brasier n'est pas encore enflammé, il couve seulement. Le groupement nouveau des puissances impérialistes qui est en train de s'opérer en Extrême-Orient, amènera la décision impérialiste pour l'Autriche. Et cela peut se produire plus vite qu'on ne s'y attend.

LE PROLETARIAT VAINCU DANS LA « NOUVELLE AUTRICHE »

Le prolétariat autrichien a été battu dans la bataille de février. Toutes ses organisations sont détruites. Des milliers de ses meilleurs combattants sont tués ou blessés, plusieurs milliers sont dans des cachots ou prisons.

La désillusion et l'amertume à l'égard du grand parti qui s'est effondré comme un château de cartes au milieu de la lutte sont profondes. Il a fallu une mer de sang pour que le prolétariat révolutionnaire comprenne l'impossibilité de faire un parti commun entre socialisme révolutionnaire et démocratie petite bourgeoise. L'autorité de l'austromarxisme est profondément ébranlée dans le prolétariat autrichien.

La dépression est grande dans la classe ouvrière, avant tout en province (Carinthie, etc.), où les chefs socialistes ont ouvertement trahi et se sont rangés du côté du gouverneur de province, en faisant des déclarations de loyalisme.

Mais si une défaite n'a jamais porté en elle le germe de la victoire future, c'est bien celle-ci. Les vieux chefs démocrates, au cœur de la lutte, se sont montrés impuissants et hésitants. Mais dans la masse anonyme, des centaines de prolétaires ont manifesté leur force créatrice, ils se sont montrés capables d'être les chefs du prolétariat dans la guerre civile. La contre-révolution a pu détruire quelques-uns de ces nouveaux chefs, Georges Weissel, par exemple, commandant des pompiers de Florisdorf — ce jeune révolutionnaire qui n'hésita pas à affronter la mort, déclencha l'offensive avec ses petites troupes, fut fait prisonnier, « jugé » et pendu. Le prolétariat de Vienne a trouvé en lui un héros. Les ouvriers prononcent son nom avec respect et fierté, sa mémoire sera vénérée comme celle d'un héros. La jeune génération du prolétariat d'Autriche qui n'a pas connu les durs combats du mouvement ouvrier d'avant-guerre a reçu, dans les journées de février, le baptême du sang.

C'est la génération entre 20 et 30 ans qui a fourni la majeure partie des cadres des combattants, jeunesse prolétarienne qui n'a pas encore connu la guerre et dont la conscience de classe s'est éveillée et développée en régime républicain ; génération dont une grande partie n'a jamais travaillé dans une usine, car en Autriche le chômage est aussi vieux que la république ; génération que le fas-

cisme s'est efforcé de gagner par des promesses romantiques, des visions mystiques des splendeurs du nouveau Reich.

Les combats de février ont tracé la voie à la jeunesse prolétarienne autrichienne. On a évité en Autriche la terrible décomposition de la jeunesse prolétarienne, consécutive en Allemagne à la capitulation sans lutte de la social-démocratie et à l'impuissance du P.C. allemand. Sans doute, dans une grande partie du prolétariat vaincu, immédiatement après la défaite, surgit le désir de briser le régime terroriste de Dollfuss par tous les moyens, et même au prix d'une alliance avec une insurrection nationale-socialiste. On ne saurait contester l'immense danger d'un tel courant dans la classe ouvrière. Mais ce courant ne signifie pas le passage au fascisme de ces couches de la population, il ne signifie pas l'abandon de l'idée socialiste et de la lutte de classe, il représente seulement un désarroi au sein des masses. Plus tôt on réussira à rassembler la classe ouvrière vaincue, du moins dans son élite, plus vite ce désarroi collectif sera surmonté.

Mais la possibilité d'un tel rassemblement existe-t-elle ? Le prolétariat autrichien privé de toutes ses organisations, est-il actuellement capable d'un nouveau regroupement en vue d'une nouvelle lutte ? N'est-il pas hors de combat pour de nombreuses années, et ne partagera-t-il pas malgré sa lutte héroïque le sort de la classe ouvrière allemande ?

Beaucoup croient que la défaite de février a enlevé pour longtemps au prolétariat autrichien la possibilité d'influencer le développement ultérieur de la crise sociale et politique en Autriche. Toute la presse bourgeoise et aussi une grande partie de la presse ouvrière regardent aujourd'hui l'Autriche comme l'enjeu entre deux forces contre-révolutionnaires : Dollfuss-Starhemberg et Hitler, bonapartisme et fascisme, monarchie et III^e Reich. La troisième force, le prolétariat, leur paraît supprimée en tant que facteur politique indépendant, et ces journalistes se creusent la tête pour savoir dans quel camp contre-révolutionnaire le prolétariat va se trouver lors de la prochaine explosion politique en Autriche.

Ni les massacres de février, ni la dissolution des organisations ouvrières, ni l'anéantissement de tous les droits ouvriers ne suffisent pour enchaîner la classe ouvrière autrichienne. Trois conditions préalables ont été nécessaires pour assurer le succès de Hitler : d'abord la décomposition

du prolétariat qui, paralysé par la politique du P.C.A. et trahi par les réformistes, n'a pas été capable de répliquer aux coups d'Etat du 20 juillet 1932 et du 28 février 1933 par des actions de masse ; ensuite la création d'un puissant parti de masse contre-révolutionnaire derrière lequel près de la moitié de la population s'est réunie, et qui, objectivement, avait la force de déclencher une terreur bestiale contre le prolétariat profondément ébranlé ; enfin une « idée », grâce à laquelle ses partisans masquent les promesses démagogiques oubliées : c'est la puissante vague chauviniste, l'idée de revanche et le sacrifice à la lutte contre Versailles.

En Autriche ces conditions préalables n'existent pas : les combats de février y ont sauvé le prolétariat de la décomposition allemande dont il s'approchait à pas de géant. Le régime Dollfuss-Starhemberg est celui d'une minorité infime et puissamment armée. Quatre-vingts pour cent du peuple le regardent comme une armée étrangère d'occupation. L'idéal du « patriotisme autrichien » qu'offrent les bourreaux fait rire les masses. Tant qu'il y a en Autriche l'idée nationale elle est pangermanique. Dollfuss et Starhemberg n'osent pas se servir de la démagogie sociale sans laquelle Hitler n'aurait jamais pu maintenir son pouvoir. Ils se rendent trop bien compte de leur faiblesse.

Non, ce régime ne peut ni physiquement ni moralement détruire le mouvement ouvrier malgré sa défaite actuelle. Ce n'est pas une dictature fasciste (1), bien qu'elle ne soit pas moins sanguinaire. Dollfuss et Starhemberg ne disposent point des masses actives, contre-révolutionnaires qui se trouvent aussi en Autriche dans le camp de Hitler.

(1) L'austro-marxisme n'a jamais compris le caractère particulier du fascisme. Pour lui Dollfuss et Hitler ne sont que deux formes différentes du même fascisme, c'est-à-dire « l'austro-fascisme » et « le nazi-fascisme ». Le principe général concernant la tactique et qui a été donné par la presse illégale du parti socialiste avant la bataille de février nous montre à quoi conduit cette conception : « Si le nazi-fascisme attaque le premier il faut l'abattre par tous les moyens, avec toutes les armes, tous les alliés, quels qu'ils soient... La même chose est valable naturellement pour l'austro-fascisme si c'est lui qui attaque le premier. » (*Ruf der Freiheit*, 11/234.) Dollfuss, on le sait, a attaqué le premier ; le courant dangereux qui pousse actuellement une partie du prolétariat à marcher avec « tous les alliés, quels qu'ils soient » contre le régime de terreur c'est-à-dire l'alliance avec Hitler contre Dollfuss, a été favorisé théoriquement par l'austro-marxisme.

La dictature des mercenaires italiens en Autriche est plutôt une dictature policière pareille au tsarisme ; elle ne peut pas empêcher le regroupement du prolétariat dans l'illégalité.

LA LUTTE POUR LE PARTI REVOLUTIONNAIRE.

La crise autrichienne n'est pas plus résolue que la bataille impérialiste pour l'Autriche. Les vainqueurs de février ne peuvent stabiliser leur pouvoir ni par la politique intérieure ni par la politique extérieure. Les deux ailes de la contre-révolution, bonapartisme et fascisme, unies seulement par une haine commune contre le prolétariat, sont tout de même loin d'une unification organique. Elles ne sont pas seulement en effet deux groupes politiques de la bourgeoisie autrichienne, mais les représentants politiques de l'étranger, des forces impérialistes qui combattent âprement les unes contre les autres. La bourgeoisie autrichienne préférerait voir la coalition des deux forces contre-révolutionnaires, car elle craint beaucoup plus le prolétariat vaincu qui a lutté, qu'un prolétariat non vaincu dans une bataille ouverte, mais se décomposant dans la retraite. Mais plus forts que ses intérêts à elle sont jusqu'à maintenant les intérêts des impérialismes puissants qui se disputent l'influence sur l'Autriche. La lutte entre les deux camps de la contre-révolution continuera donc. Cette lutte fratricide ne renforcera pas, mais au contraire va affaiblir le régime de Dollfuss-Starhemberg. C'est là un des facteurs les plus importants pour le regroupement du prolétariat autrichien.

La social-démocratie autrichienne a reconnu la lutte spontanée des ouvriers, mais elle ne l'a pas dirigée. De cette façon, elle a sauvé son existence en tant que parti et s'est prémunie contre la destinée de la social-démocratie allemande, presque complètement détruite. Il n'y a aucun doute que la social-démocratie construira un parti illégal, relativement fort. Mais l'austro-marxisme n'arrivera pas à empêcher le noyau révolutionnaire de se séparer de la social-démocratie. Il est possible que la différenciation inévitable entre les social-démocrates et les socialistes révolutionnaires produise une scission même déjà dans la période de reconstruction illégale de la social-démocratie.

Mais il est aussi possible que ce processus se développe lentement tout d'abord à l'intérieur de la social-démocratie illégale.

Dans quelle direction se tournera l'aile révolutionnaire de la social-démocratie autrichienne ? Il est possible que quelques parties passent directement au P.C.A. — mais seulement quelques parties, pas plus.

L'histoire du P.C.A. a montré trop clairement qu'il n'est pas encore un parti révolutionnaire mais seulement une secte révolutionnaire dégénérée. En Autriche maintenant, le processus qui se pose devant le prolétariat révolutionnaire est celui qui s'est déjà déroulé dans la plupart des pays dans des conditions toutes différentes : la fondation d'un Parti communiste.

Ce Parti de l'avenir sera un Parti dans lequel se trouveront les socialistes révolutionnaires d'aujourd'hui et les communistes. L'heure de sa naissance a sonné avec le bourdonnement sourd des canonnades de la bataille de février. Mais les socialistes révolutionnaires qui évoluent vers le communisme se trouvent devant des contradictions internationales fort graves. Ils partent du fait que l'effondrement de la République autrichienne a justifié la révolution d'octobre en Russie, la nécessité pour le prolétariat d'ériger sa dictature s'il ne veut pas être écrasé par la contre-révolution déchaînée par le capitalisme pourri. Cette expérience va rapprocher nécessairement les socialistes révolutionnaires de la Révolution russe. Mais ils se joignent à elle non pas dans sa période héroïque mais dans sa période de dégénérescence. Tout en se rangeant du côté de la III^e Internationale, ils doivent s'écarter d'une politique qui, justement en Autriche, en ce qui concerne le P.C.A., a montré tout ce qu'elle a de pernicieux. Ces contradictions en présence desquelles les socialistes révolutionnaires autrichiens sont mis, par suite de la crise du Comintern, ne sont nullement insolubles. Si les socialistes révolutionnaires entrent individuellement dans le P.C.A., ils n'ont pas la possibilité d'organiser une pression systématique sur la bureaucratie. Et si la bureaucratie dans le P.C.A. peut continuer sa politique traditionnelle elle va perdre bientôt les nouveaux adhérents et ce sera la social-démocratie illégale qui en profitera.

C'est pourquoi les socialistes révolutionnaires doivent former d'abord des groupes d'action comme base de rassemblement de leurs forces ; en tant que force organisée qui a

développé sa plate-forme et dans la lutte et dans une large discussion, les socialistes révolutionnaires représenteront le noyau décisif du futur Parti communiste en Autriche. Un tel Parti communiste ne sera pas un appendice obéissant de l'appareil du Comintern, mais une forte puissance au côté de tous les courants révolutionnaires dans la III^e Internationale.

L'évolution d'un parti révolutionnaire ne se fait pas du jour au lendemain, elle demande une période assez longue. Est-ce que cela signifie que le prolétariat autrichien va irrémédiablement à une défaite si une nouvelle tournure de la crise en Autriche force à agir avant que le Parti communiste ait mûri ? Pas du tout ! Avant que le Parti communiste se forme, toutes les forces révolutionnaires devront travailler ensemble en groupes illégaux de combat et, ainsi, chercher à créer des directions révolutionnaires. La victoire et la défaite ne seront pas décidées selon un schéma mais dans la lutte. Février même n'a pas encore donné de parti révolutionnaire, mais il a créé toutes les conditions nécessaires à son développement. Si octobre succède à février on verra alors que le prolétariat autrichien a su tirer les leçons de sa défaite.

Début de Mars 1934.

APPENDICE

LETTRES DE VIENNE

14-2-34.

...L'action des ouvriers, et d'ailleurs pas de la grande masse, mais d'une minorité résolue, n'avait pas d'organisation centrale ; elle était spontanée, sans direction. La grande masse ne prit pas parti et resta spectateur passif. Mais la minorité combattante elle-même n'avait pas de direction centrale, et ce qui était décisif : pas d'expérience ; elle se borna à la défensive. Ainsi dans les cités ouvrières connues et à la périphérie de la ville.

Les prolétaires défendirent leur cause avec un courage héroïque. Exceptionnellement, les prolétaires de Kapfenberg et de Linz ont pris l'offensive. Le centre de la ville de Vienne fut abandonné au pouvoir d'Etat. La nuit décisive du 12 au 13 février, durant laquelle Vienne, de par la grève des électriciens, fut plongée dans les ténèbres, resta inutilisée ! Plus encore. A Simmering, au pied du Laarberg, près des baraques de Simmering, 1.400 hommes s'étaient rassemblés ; à midi déjà les hommes du Schutzbund avaient occupé la gare d'Aspang. Le soir arriva un chef du Schutzbund de Simmering, et il éteignit la lutte ! Les ouvriers jetèrent avec colère dans les fossés des centaines de fusils et d'autres armes. C'était le 12 février. Au matin du 13, 80 hommes qui s'étaient réarmés avec les armes jetées se rassemblèrent à nouveau. C'est là qu'apparut toute la naïveté des ouvriers sans direction. Les signaux et les fils télégraphiques de la gare d'Aspang ne furent pas touchés. Des Heimwehren qui stationnaient près de là ne furent pas malmenés. Dans le 10^e district (Favorite), une maison communale se défend ; mais les rues sont peuplées d'ouvriers qui vont se promener, comme si c'était un dimanche de printemps. La police n'a besoin que de maintenir des postes de sentinelles, et dans les deux rues principales, il y a seulement des patrouilles et quelques ouvriers réactionnaires en habits déchirés armés par la police.

Maintenant, au matin du 14 février, les canons tonnent qui prennent sous le feu les derniers bastions des ouvriers. Plusieurs maisons communes se sont rendues hier déjà parce que le secours attendu ne venait pas. Parfois, comme à Ottakring, elles luttent jusqu'au dernier occupant. Et en même temps, des dizaines de milliers de chômeurs vont se faire pointer à la Thaliastrasse, et comme il n'y a pas de pointage aujourd'hui, ils ont le temps et discutent tranquillement les événements.

Voilà la caractéristique de ce jour : les combattants sont complètement isolés, sans information, et la grande masse regarde passivement.

La naïveté politique et militaire est encore dépassée par la croyance inébranlable au miracle qui doit se produire. Il manque aux combattants une organisation révolutionnaire et une direction. Cela est aussi applicable aux communistes. Des hauts fonctionnaires du Parti communiste étaient présents quand le commandant du Schutzbund à Simmering renvoya chez eux les 1.400 hommes. Ils ne firent rien contre ! Le matin du 13, ces fonctionnaires du P.C. vinrent reconnaître le terrain. Ils ne prirent pas les armes et n'essayèrent pas de donner un sens et un but aux ouvriers armés qu'ils connaissaient et sur qui ils pouvaient exercer une influence personnelle.

La terreur de la contre-révolution a commencé. Elle ne brisera pas le prolétariat autrichien. L'idée révolutionnaire l'emportera, malgré tout. La lutte héroïque montre la voie à la jeunesse prolétarienne. La nuit n'est pas encore tombée.

20-2-34.

...On a de plus en plus de précisions sur les événements du 12 et du 15 février. Il est clair, et cela on s'en rend compte non seulement par les faits mais aussi par les nouvelles que nous avons maintenant, que la bureaucratie syndicale a saboté l'action. C'est ainsi que les travailleurs municipaux ont reçu l'ordre de continuer leur service et d'attendre des ordres. C'est ainsi que des couches très importantes de travailleurs restèrent passives. Mon premier rapport sera encore complété par le fait que d'une façon générale le 20^e, le 14^e, le 15^e et le 13^e district ne prirent pas part à l'action.

Dans le 13^e district il n'y eut que de petites escarmouches, la plupart du temps par des jeunes gens qui ne devaient faire que commencer à tirer. C'est encore un fait tragique que dans le 2^e district on tira sur la « Goethe-Hof » avec des obusiers à moteur : ils avaient été placés au milieu d'une cité ouvrière sans avoir été attaqués par les ouvriers.

Des combattants eux-mêmes, on ne mentionne partout que leur héroïsme. Le commandant de la « Goethe-Hof » menaça de tirer sur ses gens et les traita de lâches lorsqu'ils s'avancèrent vers lui avec l'idée de capituler. Lorsque après le bombardement d'artillerie il n'y avait plus d'issue et qu'il eut donné le matin du 15 février l'ordre : « Sauve qui peut », il se tua avec son revolver.

Dans la « Schlingerhof » le camarade G... doit s'être très bien conduit avec une mitrailleuse. Alors que les membres du Schutzbund de Schlingerhof s'étaient déjà rendus, en pleine rue, bien qu'ils aient eu déjà les mains levées, ils furent assommés à coups de crosse de fusil.

...Dans les combats du 21^e district le camarade F... fut tué, de même que le communiste Angerer dont le cadavre fut horriblement maltraité. La femme du camarade F..., qui était avec lui, est à l'hôpital, grièvement blessée. La gare de tramways située en face de « Schlingerhof » dans le 21^e district fut défendue par les employés ; quarante cadavres se trouvaient encore dans le hall il y a quelques jours, couverts seulement avec du papier journal...

Le commandant de la cité ouvrière de Herthaplatz fut, après la reddition, si effroyablement bâtonné que son corps n'est plus qu'une masse de chair boursouflée...

Les maisons des caisses de maladie se défendirent aussi admirablement... Le fils du commandant du Schutzbund de la C... continuait à combattre après l'emprisonnement de son père, bien qu'il fût blessé, et lorsque tout fut perdu il se précipita de la maison. Sa mère se conduisit comme une héroïne. Elle dont le mari était en prison, elle stimulait son fils au combat.

...Lorsque l'on s'empara des maisons, on dérangea tellement de choses au cours des perquisitions qu'il ne resta plus que du bois de chauffage... En province la terreur blanche est encore plus grande si l'on peut dire. A Thomasrent (Oberösterreich), d'après les nouvelles officielles, « on fit sur place l'affaire » de beaucoup d'ouvriers.

Lire et faire lire

HISTOIRE ET ÉDUCATION PROLÉTARIENNE — VII

L'An I de la Révolution Russe

par

VICTOR-SERGE

Un volume in-16 Jésus de VIII-472 pages. Prix : 20 fr.



Brossée par un témoin et par un acteur de la première heure, c'est une magnifique fresque d'histoire d'un intérêt inégalable qui passe tout ce qu'on a écrit de trop hâtif et de seconde main sur ce sujet. L'auteur décrit et fait revivre, analyse et fait comprendre. C'est une œuvre d'un intérêt scientifique incontestable.

On y trouvera un examen des causes de la Révolution qui remonte jusqu'en 1861, des détails inédits sur le déroulement de ses premières phases : l'insurrection, la Constituante, la guerre civile, Brest-Litovsk, etc. En particulier, toutes les discussions au sein du Parti Bolchevik sur les différents problèmes, depuis celui de la prise du pouvoir jusqu'à celui de la paix séparée qui mirent aux prises les différentes fractions, les points de vue à l'époque des autres tendances politiques (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes) s'y trouvent pour la première fois analysés de façon complète, en même temps que leur action.

C'est un livre indispensable pour l'étude de cette période gigantesque de l'histoire de l'Humanité, qui doit se trouver aussi bien dans la bibliothèque de l'historien que dans celle du militant ouvrier.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-10^e

Chèque postal : 43.08 Paris

Tirages 3000 ex.